

# Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

2023/045

## DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### SEANCE DU 2 OCTOBRE 2023

\*\*\*

L'an deux mille vingt-trois, le 2 octobre, le Conseil Municipal de Lezoux s'est réuni en séance plénière à la salle de spectacle «Le Lido». La présidence de la réunion était assurée par Monsieur Alain COSSON, Maire.

Date de la convocation : 26 septembre 2023

Etaient présents :

M. Alain COSSON	Mme Estelle BARDOUX-LEPAGE
Mme Marie-France MARMY	Mme Florence RECOQUE-LAFARGE
M. Christian BOURNAT	Mme Brigitte BOITHIAS
Mme Catherine MORAND	Mme Célia BERNARD
M. Bernard BORY	M. Guillaume FRICKER
Mme Anne ROZIÈRE	M. Thierry ORCIÈRE
M. Marcel DOMINGO	M. Romain FERRIER
M. Jean-Marc PELLETEY	M. Gilles MARQUET
M. Jean-François BRIVARY	M. Ismaël MAÇNA
Mme Sylvie ROCHE	Mme Fabienne DESCHERY
Mme Caroline AGIER	Mme Marlène BREBION
Mme Sandrine FONTAINE	

Avaient donné procuration :

Mme Anne-Marie OLIVON à Mme Anne ROZIÈRE  
M. Gérald FEDIT à M. Guillaume FEDIT  
Mme Eliane GRANET à M. Gilles MARQUET  
Mme Michel GOBERT à M. Ismaël MAÇNA

Absents :

M. Norbert DASSAUD  
Mme Frédérique COPPIN

Secrétaire de séance : M. Romain FERRIER

# Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

## Ordre du jour :

En début de séance, le procès-verbal de la réunion du 10 juillet sera soumis à l'approbation des conseillers.

- 1/. Informations du Conseil Municipal sur les décisions prises par le Maire en vertu des délégations accordées par le Conseil Municipal.
- 2/. Petites Villes de Demain : autorisation du Maire à signer la convention cadre valant Opération de Revitalisation Territoriale (ORT)
- 3/. Approbation de la constitution d'un groupement de commandes pour la mise en œuvre de centrales solaires photovoltaïques pour le déploiement de l'opération Solaire Dôme Adhésion de la commune audit groupement.
- 4/. Avis du Conseil Municipal sur le projet agricole photovoltaïques porté par la société Ib Vogt.
- 5/. Autorisation du maire à recruter des agents exerçant les fonctions d'accompagnement des élèves en situation de handicap (AESH) : modification de la délibération adoptée le 19 septembre 2022.
- 6/. Adoption d'une délibération de principe pour la réalisation d'une opération d'habitat collectif avec la S.A d'HLM POLYGONE.
- 7/. Action sociale en faveur des agents communaux : allocation d'une subvention à l'Amicale des employés de la ville.
- 8/. Sortie de l'inventaire communal de bien immobiliers amortis - Autorisation du maire à procéder à leur cession gratuite.
- 9/. Autorisation du Maire à signer un avenant à la convention signée en 2021 à l'entraînement au tir des policiers municipaux.
- 10/. Autorisation du Maire à signer une convention avec les services de la Préfecture du Puy-de-Dôme pour la mise à disposition d'un dispositif de recueil mobile.
- 11/. Autorisation du Maire à signer une convention d'occupation du domaine public pour l'installation d'un dispositif d'assainissement autonome au lieu-dit les Bontemps.
- 12/. Assainissement collectif : contrôle des branchements privés au réseau collectif des eaux usées.
- 13/. Poursuite du renouvellement des illuminations de Noël : mandatement du TE 63.
- 14/. Rapport annuel 2022 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés.
- 15/. Autorisation du Maire à signer un avenant n°6 au macro-lot n°3 pour les travaux des écoles.
- 16/. Demande de subvention auprès de l'Union Européenne au titre du programme FEDER (Fonds européen de développement régional).
- 17/. Délibération accordant une subvention exceptionnelle à la coopérative de l'école primaire pour l'organisation d'un séjour de ski en mars 2024.
- 18/. Détérioration d'une serrure électronique d'un portillon au stade du Vernadel - Versement par les parents du responsable du sinistre de la franchise déduite des indemnités

Questions diverses

# Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

2023/046

## 01 - DCM 02-10-2023/068

### Objet :

**Informations du Conseil Municipal sur les décisions prises par le Maire en vertu des délégations accordées par le Conseil Municipal.**

Dans le cadre des délégations que le Conseil Municipal a attribué à Monsieur le Maire conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal est informé des décisions prises depuis le dernier Conseil Municipal :

N° de l'acte	Objet de la décision Municipale
Dec.2023/30	L'encaissement des indemnités de sinistre d'un montant de 350,06 € suite à un accrochage sur le véhicule communal, immatriculé 3335 YT 63
Dec.2023/31	L'attribution d'une concession funéraire de 3 m <sup>2</sup> (pleine terre – n° 1939 pour une durée de 50 ans et d'un montant de 390 €.
Dec.2023/32	L'encaissement des indemnités de sinistre d'un montant de 667,07 € suite à détérioration de la serrure électronique d'un portillon au stade du Vernadel.
Dec.2023/33	L'attribution d'une concession funéraire de 3 m <sup>2</sup> (pleine terre – n° 1940 pour une durée de 50 ans et d'un montant de 390 €.
Dec.2023/34	L'attribution d'une concession funéraire (case de columbarium – F0006COLUMBARIUM) pour une durée de 30 ans et d'un montant de 335 €.
Dec.2023/35	L'encaissement du solde des indemnités de sinistre d'un montant de 432,11 € dans le cadre de la détérioration d'une borne incendie rue de la Gare.

Le Conseil Municipal prend acte de cette communication.

Date de réception en Sous-Préfecture : 03/10/2023

Publié sur le site internet de la commune : 04/10/2023

## 02- DCM 02-10-2023/069

### Objet :

**Petites Villes de Demain : autorisation du Maire à signer la convention cadre valant Opération de Revitalisation Territoriale (ORT)**

M. le Maire rappelle que le Programme Petites Villes de Demain (2021-2026), porté par l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires, vise à donner aux communes de moins de 20 000 habitants exerçant des fonctions de centralité, les moyens de mettre en œuvre leur projet de revitalisation et à contribuer à créer un cadre de vie attractif pour les habitants du territoire.

En 2021, 32 communes du Puy-de-Dôme réparties sur les 13 intercommunalités ont été lauréates, dont la commune de Lezoux pour la Communauté de communes Entre Dore et Allier. Cette adhésion au programme s'est traduite par la signature d'une convention d'adhésion le 16 juin 2021 et le recrutement d'une chargée d'une mission en janvier 2022.

Selon les dispositions de l'article 1 de cette convention d'adhésion, la Communauté de communes et la commune lauréate se sont engagées à formaliser le projet de revitalisation de Lezoux par une convention d'Opération de Revitalisation de Territoire (ORT). Aussi, la présente convention-cadre Petites Villes de Demain est reconnue comme valant Opération de Revitalisation de Territoire au sens de l'article L. 302-2 du Code de la construction et de l'habitation.

## Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

L'Opération de Revitalisation de Territoire est un contrat intégrateur unique, programmatique et évolutif, qui permet sur un périmètre défini (annexe 2), d'intervenir de manière concertée et transversale sur l'habitat, le commerce, l'économie, la valorisation du patrimoine, dans une perspective de mixité sociale, d'innovation et de développement durable.

L'Opération de Revitalisation de Territoire est également créatrice de droits (cf article 11 de la convention) et s'accompagne de mesures favorisant la rénovation de l'habitat ainsi que de dispositions permettant la suspension des autorisations d'implantation de surfaces commerciales en périphérie, tout en favorisant leur implantation en centre-ville. Elle est complétée par le dispositif «Denormandie» qui est un dispositif de soutien à l'investissement locatif dans le parc de logements privés anciens.

Le programme Petites Villes de la commune de Lezoux décline, par orientations stratégiques, des actions opérationnelles pour mettre en œuvre sa démarche de revitalisation. Articulées autour de 4 orientations dont découlent 23 fiches-actions, cette programmation vise notamment à :

- Garantir l'attractivité du centre-ville par l'aménagement d'infrastructures et de services à la population,
- Pérenniser et encourager la dynamique commerciale de proximité,
- Réaménager les espaces publics pour un centre-ville apaisé et favorable aux alternatives aux déplacements motorisés,
- Renforcer l'attractivité résidentielle du centre-ville.

Concernant la 4<sup>ème</sup> orientation au sujet de l'habitat, obligatoire dans toute convention ORT, il s'agira de conventionner, dans un second temps, avec l'ANAH une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat avec un volet Renouvellement Urbain (OPAH-RU), déployée sur 3 ans.

Cette convention-cadre Petites Villes de Demain regroupe des actions dont la maîtrise d'ouvrage est portée (ou co-portée) par la commune, l'intercommunalité et/ou des partenaires publics et privés. Elle précise globalement et par action selon l'état d'avancement des projets les modalités opérationnelles, les budgets prévisionnels et les moyens d'accompagnement mis en œuvre par les différents partenaires.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de bien vouloir:

- Approuver le contenu de la convention-cadre d'Opération de Revitalisation du Territoire (annexée à la présente délibération), qui expose le projet de revitalisation portée sur la commune de Lezoux,
- Autoriser Monsieur le Maire à signer la Convention-cadre valant Opération de Revitalisation de Territoire, avec l'Etat représenté par le Préfet et la Communauté de communes Entre Dore et Allier, représentée par sa Présidente,
- Habilitier le Maire à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de l'ORT.

**Les propositions du rapporteur, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité des suffrages exprimés, par 23 pour et 4 abstentions (M. GOBERT, Mme GRANET, M. MAÇNA, M. MARQUET), et converties en délibération.**

**Date de réception en Sous-Préfecture : 03/10/2023**

**Publié sur le site internet de la commune : 04/10/2023**

# Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

2023/047

## 03- DCM 02-10-2023/070

### Objet :

**Approbation de la constitution d'un groupement de commandes pour la mise en œuvre de centrales solaires photovoltaïques pour le déploiement de l'opération Solaire Dôme/ Adhésion de la commune audit groupement.**

### **Contexte**

M. le Maire rappelle aux conseillers que la Communauté de communes «Entre Dore et Allier» s'est lancée dans une démarche de transition énergétique et de développement des énergies renouvelables dans le cadre du Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET), dont le projet a été arrêté par délibération en date du 13 juin 2023.

A ce titre, plusieurs axes stratégiques ont été définis dont l'axe III «Consommer et produire durablement» qui comporte une action «encourager la production d'énergies renouvelables» et une sous-action spécifique au développement du solaire photovoltaïque (3.c).

L'Aduhme (agence locale des énergies et du climat) a engagé l'opération **Solaire Dôme** dont l'objectif est d'implanter plus d'une centaine d'installations photovoltaïques de 9kWc en toitures de bâtiments publics sur l'ensemble du département du Puy-de-Dôme. La vente de l'énergie solaire produite permettra à terme de faire de ce projet une opération blanche.

Il a été demandé aux communautés de communes du département de porter ce projet sur leur territoire en permettant aux communes de s'associer à cette opération.

### **La mutualisation de l'achat**

M. le Maire rappelle qu'en commande publique, les acheteurs peuvent faire le choix de réaliser seuls des travaux, ou d'acquérir des fournitures et des services qui répondent à leurs besoins ou bien de se grouper avec d'autres acheteurs. C'est dans le cadre de cette mutualisation que des groupements de commande, encadrés par les articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique, peuvent être constitués entre les acheteurs afin de passer conjointement un ou plusieurs marchés.

L'intérêt principal pour les acheteurs repose sur le lancement d'une consultation unique pour répondre aux besoins de plusieurs acheteurs. Les aspects positifs de la mutualisation des achats sont notamment des économies d'échelles réalisées, la réduction des coûts de procédure, le développement de l'expertise dans le domaine de la commande publique, etc. Le groupement de commandes permet également d'obtenir des conditions plus avantageuses, tant économiquement que techniquement.

**La Communauté de communes Entre Dore et Allier propose ainsi de constituer un groupement de commandes avec les communes membres intéressées, afin d'organiser de façon coordonnée et regroupée les marchés relatifs à la mise en œuvre de centrales solaires photovoltaïques d'une puissance de 9kWc, en toiture de bâtiment public, dans le cadre de l'opération Solaire Dôme.**

A ce titre, le groupement de commandes est destiné à la passation des marchés publics suivants :

- Un marché de travaux pour l'installation, l'entretien et la maintenance de centrales photovoltaïques d'une puissance de 9 kWc en toiture de bâtiment public ;
- Un marché de prestations intellectuelles pour une mission de contrôle technique dans le cadre de l'installation de centrales photovoltaïques d'une puissance de 9 kWc en toiture de bâtiment public.

# Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

Les marchés seront communs à l'ensemble des membres du groupement et satisferont leurs besoins propres, tels qu'ils auront été préalablement définis.

## **Convention constitutive du groupement de commandes (projet joint en annexe)**

La convention jointe en annexe, a pour objet, par son approbation, de constituer un groupement de commandes, sur le fondement des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique et d'en définir les modalités de fonctionnement. Il est expressément rappelé que le groupement n'a pas de personnalité morale.

**Chaque membre adhère au groupement par une délibération de son assemblée ou une décision de son instance décisionnelle approuvant la convention constitutive et autorisant son représentant à la signer.**

Le groupement est constitué à compter de la signature de l'acte d'adhésion par l'ensemble des membres du groupement, le point de départ étant la date de signature du dernier membre ; et a une durée limitée à la durée nécessaire à la réalisation de son objet. Le groupement prendra fin, au plus tard, au terme des marchés dont il fait l'objet.

**La coordination du groupement sera assurée par la Communauté de communes Entre Dore et Allier.** A ce titre, la convention confie à la Communauté de communes Entre Dore et Allier d'organiser l'ensemble de la procédure inhérente à la passation des marchés nécessaires à l'installation de centrales photovoltaïques sur ses bâtiments et ceux des communes souhaitant participer au groupement.

Il appartiendra à chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, de s'assurer de la bonne exécution des marchés conclus au titre du groupement, dans la limite des dispositions de la convention constitutive.

Il est envisagé que chaque marché soit passé selon la technique d'achat de l'accord-cadre à bons de commandes, mono-attributaire, sans minimum et avec maximum défini lors de la passation.

Suivant les dispositions de l'article L. 1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que la Commission d'Appel d'Offres compétente soit celle du coordonnateur du groupement. Un représentant de chaque commune membre du groupement pourra participer à ladite commission avec une voix consultative s'il en fait la demande.

Le Conseil Municipal est invité à bien vouloir :

- Approuver la constitution d'un groupement de commandes avec la Communauté de communes Entre Dore et Allier et les autres communes membres intéressées, destiné à la passation des marchés relatifs à la mise en œuvre d'une/de centrale(s) photovoltaïque(s) d'une puissance de 9 kWc en toiture de bâtiment public, dans le cadre de l'opération Solaire Dôme, à savoir :
  - un marché public de travaux pour l'installation, l'entretien et la maintenance de centrales photovoltaïques d'une puissance de 9 kWc en toiture de bâtiment public ;
  - un marché public de prestations intellectuelles pour une mission de contrôle technique dans le cadre de l'installation de centrales photovoltaïques d'une puissance de 9 kWc en toiture de bâtiment public ;
- Approuver l'adhésion de Lezoux audit groupement de commandes pour, à **titre indicatif**, l'ensemble des bâtiments publics identifiés à ce jour ;
- Approuver les termes de la convention constitutive du groupement de commandes tel que le projet figure en annexe à la présente délibération, et autoriser M. le Maire à signer ladite convention ainsi que tous les documents se rapportant à l'exécution de cette convention (actes et contrats) ;

# Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

2023/048

- Autoriser Madame la Présidente de la Communauté de communes Entre Dore et Allier, en sa qualité de représentante du coordonnateur du groupement de commandes et selon les modalités fixées dans la convention, à accomplir toutes les formalités et démarches nécessaires au bon déroulement des procédures de passation et à signer tout document ;
- Autoriser le Maire à réaliser les demandes de financement auprès des cofinanceurs potentiels et à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération ;
- Approuver le plan de financement **prévisionnel** suivant concernant la mise en œuvre des centrales photovoltaïques :

		Centre aéré	Total général
Dépenses	Coût de l'installation (€HT)	18 000 €	18 000 €
	Frais de raccordement Enedis (€HT)	2 000 €	2 000 €
	Forfait Bureau de contrôle (€HT)	800 €	800 €
	<b>Total de l'investissement (€HT)</b>	<b>20 800 €</b>	<b>20 800 €</b>
Recettes	Aide du Conseil départemental		
	Aide de l'EPCI		
	Autre		
	<b>Total des recettes</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>
Bilan	<b>Reste à charge (€HT)</b>	<b>20 800 €</b>	<b>20 800 €</b>
	<b>Taux de financement</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>

Les propositions du rapporteur, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité et converties en délibération.

**Date de réception en Sous-Préfecture : 03/10/2023**

**Publié sur le site internet de la commune : 04/10/2023**

## **04- DCM 02-10-2023/071**

### **Objet :**

**Avis du Conseil Municipal sur le projet agricole photovoltaïque porté par la société Ib Vogt.**

Monsieur le Maire rappelle aux conseillers qu'à l'occasion de sa séance plénière de juillet dernier, Monsieur Antonin VERDIER, chef de projet de la société Ib Vogt, est venu présenter le projet photovoltaïque porté par sa société sur une parcelle agricole située sur la commune.

Cette intervention a été l'occasion également de faire un point sur la loi d'accélération des énergies renouvelables qui a donné un cadre pour cibler des zones en faveur des énergies renouvelables et le rôle important donné aux communes.

Le projet agrivoltaïque de la société est développé par

- l'EARL BOILON,
- un jeune agriculteur, domicilié à Lempty, installé hors cadre familial depuis avril 2023. (25 ovins et 7 Aubracs) qui souhaite développer son cheptel,
- et l'Ib Vogt, entreprise allemande, qui a une filiale en France depuis 2019 et qui compte une cinquantaine de salariés répartis sur le territoire français afin d'être au plus proche des interlocuteurs locaux.

# Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

## Rappel des points explicités en conseil municipal :

Le projet se situe à côté de la zone de compostage, le long de la RD 85 (route de Lempty), et sur une superficie 8,9 hectares.

Des contacts ont été pris auprès de la mairie, de la communauté de communes «Entre Dore et Allier», de la Direction Départementale des Territoires, et de la chambre d'agriculture.

Il existe une volonté d'être transparent sur le projet. C'est pourquoi le projet fait l'objet d'un site internet <https://agrivoltaisme-lezoux.fr/> sur lequel chacun peut trouver les informations lié au projet.

Les protagonistes ont participé à la fois, il y a 3 semaines, à un comité EnR (Comité des Energies Renouvelables) durant lequel le projet a été présenté, et aussi, à la porte ouverte organisée par l'entreprise ECOVERT BOILON début juin, destinée aux riverains pour qu'ils découvrent ce projet en amont et non au moment de l'enquête publique.

Ce projet est envisagé sur la zone Uje A qui interdit toute activité non liée à la production d'énergie renouvelable. Il s'agit de la seule zone sur le territoire communal qui est adaptée aux énergies renouvelables. De plus, il existe une charte photovoltaïque rédigée, entre autres, par la DDT et la chambre d'agriculture, qui établit les règles pour mettre en place un projet photovoltaïque couplé avec une activité agricole.

M. VERDIER explique que l'implantation d'ombrières en agrivoltaïsme est réservée aux démarches de recherche et aux situations où une synergie avec l'activité agricole sous-jacente est clairement démontrée. Ce projet remplit ces conditions dans la mesure où il y a production d'électricité et production agricole (maraichage avec production de légumes d'été et pâturage ovin).

Le financement du raccordement est totalement financé par Id Vogt avec raccordement au poste source le plus proche, situé à Culhat à 5,5 kms, qui a une capacité technique restante suffisante pour ce projet. Ce projet permettra l'alimentation en électricité d'environ 9 800 habitants, hors chauffage.

- **Focus sur l'étude d'impact environnemental du projet,**

Ce projet est soumis à une étude d'impact environnemental qui est composé de 4 volets :

- Le volet milieu humain,
- Le volet milieu physique,
- Le volet paysager,
- Le volet naturaliste.

Les études naturaliste viennent de se terminer. Elles se déroulent sur une période d'un an et recouvrent des inventaires sur les 4 saisons.

Deux cabinets indépendants (CORIEAULYS et COMEDE) réalisent ces études d'impact, qui sont réglementairement très cadrées.

**Pour ce qui est du milieu humain**, une sensibilité majeure vient du projet de construction d'un bâtiment de stockage de fourrage, permis de construire obtenu par l'EARL BOILON. En effet, cette zone devra être évitée dans le projet.

**D'un point de vue du milieu physique**, deux sensibilités ont été rapportées : les risques de pollution avec les eaux superficielles ou souterraines. Afin d'éviter toute pollution, les engins utilisés seront homologués, aucune réparation de ces engins ne sera effectuée sur site et des kits anti-pollution seront mis en place.

**D'un point de vue paysager**, une sensibilité forte a été rapportée. Elle se situe le long de la D 85 avec une visibilité sur le projet.



# Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

2023/049

Trois sensibilités modérées ont été également relevées avec des vues qui sont filtrantes au niveau de 3 lieu-dit : «La tour», «Espinasse» et «La Cruille».

Des mesures devront être mises en place pour limiter l'impact visuel du projet. Il s'agira d'implanter des haies et de densifier les haies déjà existantes avec des espèces locales pour permettre une plus-value d'un point de vue naturel.

Le bureau d'étude a conseillé de ne pas implanter de haies au Sud du parc pour, conformément à la volonté de l'Etat, mettre en avant l'innovation agricole.

De plus, toujours pour limiter les impacts visuels, les équipements habituels (postes de transformation, citernes,...) devront être rassemblés autour de la zone de stockage, et un travail sera fait sur le choix des coloris de ces équipements et des clôtures.

**D'un point de vue du volet naturel**, l'emplacement du projet a été choisi parce qu'il est en zone Uje mais également, parce qu'il est situé hors de toute zone de protection environnementale ou de zone humide. Très peu de mesures sont à mettre en place de ce point de vue.

- **Focus sur le volet agricole du projet,**

Ce site a été choisi pour faire de l'agrivoltaïque car il existe une volonté des exploitants, contraints face au changement climatique (sécheresse successive) de trouver des solutions.

L'agri photovoltaïque permet, grâce à la création d'ombrage, à la fois de consommer moins d'eau avec la réduction de l'évapotranspiration. Il s'agit d'un projet innovant qui bénéficie du soutien de l'INRAE de Clermont-Ferrand. En France, aucun projet de ce type n'existe.

Ce projet a pour but d'aider le jeune agriculteur, hors cadre familial, en lui fournissant 6 hectares.

Ce site est très opportun pour développer l'agrivoltaïsme.

Actuellement, sur ce terrain, sont cultivés 5 ha de tournesol, 2 ha de pommes de terre de consommation et 3 ha de blé tendre d'hiver.

Le projet comporte deux volets, le volet «maraîchage» sur 2 ha au nord du site avec production de légumes d'été, mené par l'EURL BOILON avec cueillette à la main et le volet «pâturage ovin» sera soumis à l'EPA (Etude de Projet Agricole).

- **Volet «maraîchage»**

Le volet agricole prime sur le volet production d'électricité, c'est pourquoi le projet est adapté aux besoins de l'activité agricole : les panneaux sont élevés à 2,10 m au point bas et 4 m au point haut afin de rendre possible la cueillette à la main sous les panneaux photovoltaïques.

De la même manière, afin que des petits engins servant à se déplacer puissent être utilisés, les rangés de panneaux sont espacés de 4 mètres.

La commercialisation envisagée se fera par la vente en paniers sur engagement, la vente à la ferme et la vente dans des magasins spécialisés (Biocoop et épiceries).

La société id Vogt et l'Eurl BOILON souhaitent être accompagnée par la chambre d'Agriculture afin de réaliser une étude de marché technico-économique pour avoir le projet le plus fiable possible.

- **Volet «pâturage ovin»**

L'agriculteur souhaite travailler sur les 6 hectares en réalisant du pâturage tournant dynamique divisé en trois zones de 2 ha chacune, en ayant entre 5 et 8 brebis par ha, selon la pousse de l'herbe. Ce projet lui permettrait d'accueillir un grande partie de son troupeau ovin et de faciliter l'agrandissement de son exploitation avec des parcelles qu'il aurait plus tard.

De la même manière, les structures ne doivent pas être bloquantes. En effet, aujourd'hui, cet agriculteur produit de l'ovin mais si dans quelques années, il souhaite y faire pâturer des bovins, les structures surélevées à 2,10 m ne seront pas un obstacle à ce changement.

## Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

La chambre d'Agriculture accompagne déjà cette exploitation agricole mais une étude technico-économique sera également réalisée, début septembre, et ce, dans l'idéal, avec la Chambre d'Agriculture.

La commercialisation est envisagée via les coopératives voisines et une partie pourrait l'être en vente directe afin de rester dans un système de vente locale.

M. le Maire invite les conseillers municipaux à se prononcer sur ce projet.

**Après débat, le Conseil Municipal émet un avis favorable par 20 pour, 3 voix contre (Mme MARMY, Mme ROCHE, M. BRIVARY) et 4 abstentions (Mme FONTAINE, Mme AGIER, Mme BARDOUX-LEPAGE, Mme BERNARD) sur ce projet dont le permis de construire devrait être déposé en fin d'année.**

**Les propositions du rapporteur, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité et converties en délibération.**

**Date de réception en Sous-Préfecture : 03/10/2023**

**Publié sur le site internet de la commune : 04/10/2023**

### **05- DCM 02-10-2023/072**

#### **Objet :**

**Autorisation du maire à recruter des agents exerçant les fonctions d'accompagnement des élèves en situation de handicap (AESH) : modification de la délibération adoptée le 19 septembre 2022.**

Mme MORAND, adjointe au maire en charge des affaires scolaires, rappelle au Conseil Municipal que par délibération en date du 19 septembre 2022, le maire avait été autorisé à recruter des AESH sur des emplois contractuels, en application de l'article 3.3-1 de la loi du 26/01/1984, afin d'encadrer les enfants ayant fait l'objet d'une attestation MDPH pendant le temps de la pause méridienne.

Deux postes d'adjoints techniques non permanent avaient été créés à cet effet au tableau des effectifs de la commune avec une quotité hebdomadaire de 6 heures (12h-14h sur 4 jours).

Mme MORAND expose que cette année, les besoins d'agents sur ces missions d'accompagnement des élèves en situation de handicap sont passés à trois.

Afin de permettre à la commune d'assurer la continuité de l'accompagnement de ces enfants, Mme MORAND propose de créer 4 postes d'AESH supplémentaires au tableau des effectifs portant ainsi le nombre de poste pour ces missions à 6 (emplois non permanents : postes d'adjoints techniques à temps non complet 6h/semaine en période scolaire uniquement) et d'habiliter le maire, autant que de besoin, à chaque rentrée scolaire, de recruter le nombre d'agent nécessaires pour ces missions.

**Les propositions du rapporteur, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité et converties en délibération.**

**Date de réception en Sous-Préfecture : 03/10/2023**

**Publié sur le site internet de la commune : 04/10/2023**

# Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

2023/050

## 06- DCM 02-10-2023/073

### Objet :

**Adoption d'une délibération de principe pour la réalisation d'une opération d'habitat collectif avec la S.A d'HLM POLYGONE.**

Monsieur Le Maire expose à l'assemblée municipale qu'il a dernièrement reçu Madame Céline MAS, Directeur du Développement de la société Interrégionale **POLYGONE SA d'HLM**, dont le siège est situé à AURILLAC, "Le Polygone", 1 avenue Georges Pompidou.

Cette réunion avait pour objet d'examiner les possibilités de réalisation d'opérations immobilières à réaliser sur la Commune de LEZOUX, et notamment la réhabilitation d'un ancien Hôtel-Restaurant situé sur l'Ilot Notre-Dame, qui pourrait accueillir quelques logements locatifs sociaux.

Monsieur Le Maire précise que ce projet se fera en totale collaboration avec les Elus qui seront tenus informés en permanence, et que la Commune pourra intervenir au niveau des décisions concernant le projet.

Les conditions selon lesquelles POLYGONE peut intervenir sont les suivantes :

### **A) ASPECTS JURIDIQUES**

- Mise à disposition par la Commune à POLYGONE du bâtiment dans lequel les logements locatifs sociaux seront réalisés.
- Cette mise à disposition interviendrait **par bail à réhabilitation** d'une durée réglementaire de 55 ans. A l'expiration de celui-ci, POLYGONE remettra à la Commune les logements en bon état d'entretien pour l'euro symbolique.

### **B) ASPECTS TECHNIQUES**

- Réalisation par POLYGONE de la consultation des Maîtres d'Œuvre, en application de la réglementation qui lui est opposable, et choix de l'équipe des Maîtres d'Œuvre en accord avec la Commune.
- Cette équipe étant désignée, réalisation par POLYGONE et les Maîtres d'Œuvre des diverses études nécessaires afin de mener à bien cette opération, dépôt du permis de construire, lancement de l'appel d'offres dans le cadre du respect de la réglementation.

Bien entendu, cette opération sera en phase avec la réalité des besoins à court et à moyen terme.

- Réalisation par POLYGONE des travaux de réhabilitation pour un montant de travaux maximum qui sera fonction de la faisabilité en cours.
- Les frais de diagnostics avant travaux seront à la charge de la Commune (amiante, plomb, termites...)
- Pendant la durée du bail, POLYGONE assurera l'entretien des logements, conformément aux obligations auxquelles sont assujettis les propriétaires.

### **C) ASPECTS ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS**

- Dès que la Commune aura délibéré sur le principe de l'opération, l'organisme se rapprochera des Services de l'Etat pour faire procéder à **son inscription en programmation** et déposera, auprès de ces derniers, le dossier de demande de financement de l'opération afin d'obtenir l'attribution de Prêts Locatifs Sociaux à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, et autres prêts nécessaires au financement de cette opération, prêts que, bien entendu, l'Organisme remboursera.

# Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

- Ce financement est éligible à l'Aide Personnalisée au Logement (**APL**) dispensée par les Caisses (CAF ou MSA). A ce titre, les familles, en fonction de leurs revenus et de leur composition, pourront bénéficier de cette aide par l'intermédiaire de POLYGONE.
- M. Le Maire précise enfin aux conseillers qu'en cas de recours à des prêts PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration) pour financer son opération, POLYGONE serait de plein droit exonéré de Taxe d'Aménagement comme prévu par Décret n° 2022-1412 du 7 novembre 2022 fixant les conditions d'exonération de taxe d'aménagement en application du 2° du I de l'article 1635 quater D du code général des impôts pour les constructions de locaux d'habitation et d'hébergement financés avec certaines aides de l'Etat.

## **D) GARANTIES REGLEMENTAIRES**

- Pour cette opération, POLYGONE sollicitera la Communauté de communes «entre Dore et Allier» afin d'obtenir les garanties réglementaires et obligatoires auxquelles sont assujettis tous les organismes HLM sans exception. Il est précisé qu'il ne s'agit pas d'une caution mais de l'expression d'une garantie parfaitement réglementée.
- Dans l'hypothèse où la CCEDA ne serait pas à même d'assurer la garantie leur revenant, la Caisse de Garantie du Logement Social pourra être sollicitée. Dans cette hypothèse, le coût de la garantie serait pris en charge par la Commune (2 % environ du montant du prêt à garantir).

## **E) ATTRIBUTION DES LOGEMENTS**

- Conformément à la réglementation, la Commune sera membre de droit de la Commission d'Attribution des Logements et interviendra ainsi lors de la désignation des locataires.

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à bien vouloir :

- confier la réalisation de cette opération à POLYGONE, suivant les modalités exposées ci-dessus,
- autoriser Monsieur Le Maire à faire le nécessaire en termes de bail à réhabilitation, garantie d'emprunts et autres conventions à passer avec POLYGONE,
- exonérer les constructions sociales, réalisées par les Organismes HLM mentionnés à l'article L 411.2 du Code de la Construction et de l'Habitation, du paiement de la Taxe d'Aménagement.

**Les propositions du rapporteur, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité et converties en délibération.**

**Date de réception en Sous-Préfecture : 03/10/2023**

**Publié sur le site internet de la commune : 04/10/2023**

## **07- DCM 02-10-2023/074**

### **Objet :**

**Action sociale en faveur des agents communaux : allocation d'une subvention à l'Amicale des employés de la ville.**

Sur proposition de la 1<sup>ère</sup> adjointe au maire en charge du personnel communal, il est proposé au conseil municipal, comme chaque année à pareille époque, de bien vouloir attribuer une subvention à l'Amicale du personnel communal afin de lui permettre la distribution des bons d'achats auprès des commerçants de la commune.

# Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

2023/051

Cette action vient en complément de l'adhésion de la ville au Comité National de l'Action Sociale pour ses agents titulaires et stagiaires ; le montant de l'enveloppe alloué chaque année à l'Amicale depuis 2016 est fixé à 90€ par agent et comptabilise les agents titulaires, stagiaires CDI ayant plus d'un an d'ancienneté dans les services de la ville ainsi que les CDD, agents multi communaux et apprentis et contrats aidés ayant été en poste au 1<sup>er</sup> janvier de l'année et toujours présents au moment de la distribution des bons, fin octobre. Les agents totalisant une absence de 12 mois (quel que soit le motif) ne sont pas pris en compte pour la détermination de l'enveloppe attribuée à l'Amicale.

Le Conseil Municipal est invité à valider l'attribution d'une subvention de 6 570 € au titre de l'année 2023 et correspondant à 73 agents éligibles.

**Les propositions du rapporteur, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité et converties en délibération.**

**Date de réception en Sous-Préfecture : 03/10/2023**

**Publié sur le site internet de la commune : 04/10/2023**

## **08- DCM 02-10-2023/075**

### **Objet :**

**Sortie de l'inventaire communal de bien immobiliers amortis - Autorisation du maire à procéder à leur cession gratuite.**

Madame MORAND expose au Conseil Municipal que des mobiliers anciens des écoles (bureaux en bois avec chaise intégrée) sont actuellement stockés dans les locaux des écoles à libérer avant la fin de l'année pour la poursuite des travaux.

Ont été inventoriés :

- 11 bureaux 1 place avec plateau formica,
- 25 bureaux-tables 1 place avec tablette en bois vernie
- 8 bureaux-tables 2 places avec tablette en bois vernie.

Considérant que ces mobiliers, assez anciens, ne sont plus utilisés pour les classes d'aujourd'hui, il est proposé au Conseil Municipal de :

- valider leur sortie de l'inventaire communal (ces biens sont amortis en totalité)
- d'autoriser le Maire à organiser leur cession gratuite en faveur des agents communaux dans un 1<sup>er</sup> temps et ensuite auprès de la population.

**Les propositions du rapporteur, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité et converties en délibération.**

**Date de réception en Sous-Préfecture : 03/10/2023**

**Publié sur le site internet de la commune : 04/10/2023**

## Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

### 09- DCM 02-10-2023/076

#### **Objet :**

**Autorisation du Maire à signer un avenant à la convention signée en 2021 pour l'entraînement au tir des policiers municipaux.**

L'adjoint en charge de la sécurité et de la prévention rappelle aux conseillers que pour conserver l'autorisation de port d'armes, les policiers doivent se soumettre à plusieurs séances de tir par an.

Depuis 2020, cet entraînement est dispensé au stand de tir de l'hôtel de police de Clermont-Ferrand moyennant une contribution de la ville de 0.25 € par cartouche tirée. Une convention a été formalisée en 2021 entre la Direction Générale de la Police Nationale, la Direction Centrale de la sécurité publique et la Direction Départementale de la Sécurité Publique du Puy-de-Dôme.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, un montant forfaitaire annuel de 50€ sera désormais appliqué aux communes dont la police municipale aura fréquenté le stand de tir. Au-delà de ce montant, la facturation aux frais réels sera appliquée.

Le Conseil Municipal est invité à bien vouloir habiliter le Maire à signer l'avenant à la convention quadripartite conclue en 2021, qui concrétisera l'application de ce nouveau tarif.

**Les propositions du rapporteur, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité et converties en délibération.**

**Date de réception en Sous-Préfecture : 03/10/2023**

**Publié sur le site internet de la commune : 04/10/2023**

### 10- DCM 02-10-2023/077

#### **Objet :**

**Autorisation du Maire à signer une convention avec les services de la Préfecture du Puy-de-Dôme pour la mise à disposition d'un dispositif de recueil mobile.**

Le Maire indique aux conseillers que les services de la Préfecture est en mesure de mettre à disposition de la commune un dispositif de recueil mobile afin de permettre le recueil de manière itinérante des demandes de titres d'identité ou de passeport au bénéfice d'usagers dans l'incapacité de se déplacer en mairie (personnes âgées, isolées, hébergées dans des structures collectives – Ehpad-, personnes handicapées).

Cette mise à disposition est réalisée selon un calendrier établi par l'Etat, ponctuellement modifié pour tenir compte de situations d'urgence. La commune est tenue de prendre en charge le DR mobile pendant les heures ouvrées de la préfecture et soit s'engager à le restituer dans un délai maximum de 48 heures.

Considérant l'intérêt de ces dispositions pour les administrés de LEZOUX, il est paraît opportun d'ouvrir cette possibilité d'emprunt d'un recueil mobile aux agents de la commune en charge de l'état civil.

Le Conseil Municipal est invité à habiliter le Maire à signer la convention à intervenir avec l'Etat, qui précisera les modalités d'utilisation du dispositif de recueil (DR) mobile.

M. le Maire précise que la convention sera valable un an, reconductible par tacite reconduction.

**Les propositions du rapporteur, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité et converties en délibération.**

**Date de réception en Sous-Préfecture : 03/10/2023**

**Publié sur le site internet de la commune : 04/10/2023**

# Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

2023/052

## **11- DCM 02-10-2023/078**

### **Objet :**

**Autorisation du Maire à signer une convention d'occupation du domaine public pour l'installation d'un dispositif d'assainissement autonome au lieu-dit les Bontemps.**

L'adjoint aux travaux et à l'urbanisme fait savoir au Conseil Municipal qu'une administrée résidant aux Bontemps sollicite l'autorisation, via le SPANC, d'installer un dispositif compact de traitement des eaux usées de sa résidence principale en domaine communal.

La société en charge de la définition de la filière d'assainissement la plus adaptée à mettre en œuvre a en effet mis en évidence qu'en raison des contraintes spatiales et topographiques, le seul site d'implantation de l'unité de traitement des eaux se situe sur la partie éloignée de la route et des murs de la propriété, au nord-est du virage du chemin communal (voir plan annexé)

Les eaux traitées seront déversées au sein du collecteur communal au moyen d'un relevage.

Considérant que ce projet permettra à l'administrée de se mettre en conformité avec la réglementation et mettra un terme à la pollution actuelle (fosse septique défectueuse et non adaptée), il est proposé au Conseil Municipal :

- de réserver une suite favorable à cette demande et d'accorder l'occupation du domaine public aux fins sus indiquées,
- d'autoriser le Maire à passer une convention avec l'administrée, qui permettra de préciser les obligations liées à cette autorisation.

**Les propositions du rapporteur, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité et converties en délibération.**

**Date de réception en Sous-Préfecture : 03/10/2023**

**Publié sur le site internet de la commune : 04/10/2023**

## **12- DCM 02-10-2023/079**

### **Objet :**

**Assainissement collectif : contrôle des branchements privés au réseau collectif des eaux usées.**

M. DOMINGO explicite l'obligation pour les communes de contrôler les branchements privés au réseau collectif d'assainissement :

L'article L.2224-8 du CGCT pose le principe d'une compétence obligatoire des communes en matière d'assainissement. Cette compétence prévoit au titre de l'assainissement collectif, la mission de « contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites ».

L'article L.1331-1 du Code de la santé publique impose le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques dans un délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau.

## Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

L'article L1331-1-1 du Code de la santé publique prévoit que les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L.1331-1. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires. La commune en contrôle la qualité d'exécution et peut également contrôler leur maintien en bon état de fonctionnement.

M. DOMINGO fait savoir aux conseillers que si le Code de la construction et de l'habitation (Article L271-4) modifié par la LOI n°2019-1428 du 24 décembre 2019 - art. 94 (V) relatif aux diagnostics en cas de vente immobilière **prévoit le contrôle obligatoire des installations d'assainissement autonome**, cette disposition n'existe pas en ce qui concerne les branchements privés au réseau d'assainissement collectif, alors que la commune est systématiquement questionnée par les notaires.

De fait, il propose de rendre obligatoire, à l'instar des pratiques de nombre de collectivités, le contrôle de la conformité du raccordement au réseau d'assainissement collectif lors d'une vente immobilière, d'une succession et pour les constructions nouvelles lors du dépôt des déclarations d'achèvement des travaux, avant délivrance du certificat de conformité.

Ce contrôle, effectué par le prestataire de la collectivité en matière d'assainissement collectif (Semerap) présente plusieurs avantages :

- protéger l'acheteur du bien : comme tous les autres diagnostics à la vente (amiante, plomb, thermique etc...) l'acheteur acquiert le bien en toute connaissance de cause et peut s'éviter des travaux ultérieurs de remise aux normes en cas de contrôle de la collectivité ;
- contribuer progressivement à l'amélioration de l'état des installations puisque les anomalies constatées doivent être corrigées pour l'obtention du certificat de conformité ;
- permet d'harmoniser les pratiques de contrôle en matière d'assainissement non collectif et collectif ;
- renforce le contrôle des installations de collecte des eaux usées et leur raccordement au réseau public, qui relève de la compétence communale.

Le Conseil Municipal est invité à rendre obligatoire le contrôle des branchements privés au réseau EU collectif à l'occasion de toute mutation d'un bien immobilier ou d'une succession et pour les constructions nouvelles, lors du dépôt des déclarations d'achèvement des travaux, avant délivrance du certificat de conformité, étant précisé que ce contrôle sera opéré directement par la société fermière du service assainissement collectif ( prestation facturée directement au propriétaire du bien).

**Les propositions du rapporteur, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité et converties en délibération.**

**Date de réception en Sous-Préfecture : 03/10/2023**

**Publié sur le site internet de la commune : 04/10/2023**

**13-DCM 02-10-2023/080**

**Objet :**

**Poursuite du renouvellement des illuminations de Noël : mandatement du TE 63.**

Mme ROZIÈRE propose aujourd'hui au Conseil Municipal de poursuivre le renouvellement des illuminations de Noël engagé l'année dernière avec la mise en place de nouveaux motifs en centre bourg et sur la place Jean Rimbart.



# Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

2023/053

Il est envisagé cette année l'installation de motifs de brindilles et de cascade de lumières. Le devis présenté par le Territoire d'Énergie 63 pour ce projet s'élève à 15 600 € TTC.

Mme ROZIÈRE rappelle que le comité syndical prend en charge la réalisation de ces travaux à hauteur de 50 % jusqu'au seuil de 14 000 €. Au-delà de ce montant, la prise en charge est ramenée à 20 %.

En application de cette clef de répartition, le fonds de concours mis à la charge de la collectivité s'élèverait à 6 500 € TTC.

Son montant sera susceptible d'être revu en fin de travaux pour être réajusté suivant le montant des dépenses résultant du décompte définitif.

Le Conseil Municipal est invité à bien vouloir :

- Approuver le projet de travaux présenté.
- Autoriser le Maire à confier la réalisation de ces travaux et à signer la convention proposée par le Territoire d'Énergie 63
- Fixer la participation de la commune au financement de ces travaux à 6 500 €.
- Autoriser le Maire à verser cette somme, après réajustement dans la caisse du receveur du Territoire d'Énergie 63.

**Les propositions du rapporteur, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité et converties en délibération.**

**Date de réception en Sous-Préfecture : 03/10/2023**

**Publié sur le site internet de la commune : 04/10/2023**

## **14-DCM 02-10-2023/081**

### **Objet :**

**Rapport annuel 2022 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés.**

Conformément aux dispositions de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport annuel 2022 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés assuré par le SBA a été transmis aux conseillers.

Ce rapport sera mis à la disposition du public en mairie pendant un mois.

**Le Conseil Municipal prend acte du rapport sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés assuré par le SBA pour l'année 2022.**

**Date de réception en Sous-Préfecture : 03/10/2023**

**Publié sur le site internet de la commune : 04/10/2023**

# Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

## 15-DCM 02-10-2023/082

### Objet :

**Autorisation du Maire à signer un avenant n° 6 au macro-lot n°3 pour les travaux des écoles.**

Monsieur DOMINGO rappelle au Conseil Municipal que le macro-lot n°3 des travaux des écoles est le plus conséquent des marchés de travaux de l'opération puisqu'il concerne les fluides et les équipements de cuisine (électricité, chauffage-ventilation-plomberie sanitaire, équipement de cuisine-production frigorifique et cloisonnement).

Il totalisait, lors de son attribution à la société SARL COUTAREL la somme HT de **1 700 124,33 €** décomposée comme suit :

753 396,79 € HT pour la tranche ferme	(création du restaurant et des locaux techniques)
592 527,88 € HT pour la tranche optionnelle 1	(restructuration du bâtiment A, phase 2 : partie sud, phase 3 : partie nord)
354 199,66 € HT pour la tranche optionnelle 2	(démolition/construction de l'école maternelle (phase 4 : démolition -construction ; phase 5 : extérieurs)

A cinq reprises, le marché a fait l'objet d'avenants qui ont totalisé la somme globale de 102 217,28 € HT.

Aujourd'hui, il importe de formaliser un nouvel avenant (n°6) pour la prise en compte de différentes modifications intervenues en cours de chantier pour tenir compte de contraintes techniques ou pour optimiser certains aménagements.

Les modifications entraînant un écart de 6,76 % du montant total marché (tous avenants cumulés), la commission municipale d'appel d'offres s'est réunie le lundi 25 septembre 2023 pour statuer sur ce dossier. Elle a émis un avis favorable sur les propositions explicitées lors de la commission et qui totalisent la somme de + 12 721.79 € portant ainsi le total du macro lot n°3 à 1 815 063.40 € HT, soit 2 178 076.08 € TTC.

Monsieur DOMINGO invite le Conseil Municipal à bien vouloir autoriser le Maire à signer ce 6<sup>ème</sup> avenant au macro lot n°3.

**Les propositions du rapporteur, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité et converties en délibération.**

**Date de réception en Sous-Préfecture : 04/10/2023**

**Publié sur le site internet de la commune : 04/10/2023**

## 16-DCM 02-10-2023/083

### Objet :

**Demande de subvention auprès de l'Union Européenne au titre du programme FEDER (Fonds européen de développement régional).**

M. DOMINGO rappelle aux conseillers municipaux que la tranche optionnelle 2 du programme de travaux de réhabilitation /extension du groupe scolaire démarrera début 2024, après la mise en service des derniers locaux du primaire, programmée pour les vacances scolaires prochaines.

# Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

2023/054

Cette tranche comprend 2 phases distinctes : la phase 4 : démolition des locaux actuels de l'école maternelle et construction d'une nouvelle école et la phase 5 : réalisation des aménagements extérieurs.

M. Domingo indique au Conseil municipal que l'Union Européenne, au travers de son programme FEDER (Fonds Européen de Développement Régional), l'un des trois fonds de la politique de cohésion européenne, est en mesure de venir soutenir la commune pour la réalisation de la phase 4 de la tranche optionnelle 2. Cette demande de financement communautaire est établie au titre de la priorité PO2 Transition énergétique et environnement – Objectif spécifique RSO2.1 Efficacité énergétique du Programme Auvergne Rhône Alpes et des Territoires Rhône-Saône et Massif Central FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027.

Le programme comprendra donc la construction de :

9 salles de classe,  
2 salles de repos,  
1 grande salle dite d'évolution,  
5 locaux de rangement,  
5 salles de propreté  
1 espace de service (ATSEM, buanderie, sanitaires)  
Des sanitaires,  
le tout totalisant une surface utile de 1 247,6m<sup>2</sup>.  
Le budget prévisionnel de cette phase est le suivant :

Macro lot 1 : (terrassement, VRD) :	134 883,70 € HT
Macro lot 2 : (démolition, gros œuvre, second œuvre hors fluides	2 393 428,24 € HT
Macro lot 3 : (électricité, plomberie sanitaires, ventilation)	329 193,24 € HT

soit un total de **2 857 505,18 € HT** - hors maîtrise d'œuvre - pour lequel il est proposé le plan de financement suivant :

<b>Plan de financement prévisionnel</b>					
Financeurs	Statut	Montant sollicité ou acquis HT	Pourcentage	Assiette de travaux subventionnable (€ HT)	Montant sollicité sur assiette de travaux subventionnable de 2 857 505,18 € HT
DETR ( dont bonification éventuelle )	Sollicitée	533 557,00 €	18,67 %	3 675 731,22 €	414 786,01 €
Autre subvention État : DSIL	Attribuée	233 548,00 €	8,17 %	3 675 731,22 €	181 559,69 €
<b>Fonds européens : FEDER</b>		<b>1 175 342,14 €</b>	<b>41,13 %</b>	<b>2 857 505,18 €</b>	1 175 342,14 €
Conseil départemental : FIC (dont bonification énergie de 15%)	Sollicité	343 557,00 €	12,02 %	3 675 731,22 €	267 080,44 €

## Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

FONDS VERT	Sollicité	0,00 €	0,00 %		
Autres (à préciser)					
<b>Total financements publics</b> ( Ne peut excéder 80%)		2 286 004,14 €	80,00 %		2 038 768,28 €
<b>Total autofinancement</b> ( Ne peut être inférieur à 20%)		571 501,04 €	20,00 %		
<b>Coût Total HT</b>		2 857 505,18 €	100,00 %		

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- prendre acte et valider le plan prévisionnel de financement de la réalisation de cette 2<sup>ème</sup> tranche optionnelle -phase 4 des travaux aux écoles,
- autoriser le Maire à déposer une demande de subvention auprès de l'Union Européenne au titre du FEDER (Fonds Européen de Développement Régional) afin de permettre le meilleur taux de subventionnement possible pour cet important programme de travaux, qui impacte fortement le budget communal.

**Les propositions du rapporteur, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité et converties en délibération.**

**Date de réception en Sous-Préfecture : 03/10/2023**

**Publié sur le site internet de la commune : 04/10/2023**

### **17-DCM 02-10-2023/084**

#### **Objet :**

**Délibération accordant une subvention exceptionnelle à la coopérative de l'école primaire pour l'organisation d'un séjour de ski en mars 2024**

Mme Morand rappelle au Conseil Municipal que, depuis plusieurs années, les élèves arrivant au terme de leur scolarité à l'école Marcus bénéficient d'un séjour en classe de découverte. Pour l'année scolaire 2023-2024, l'équipe enseignante souhaite renouveler son projet de classe de neige au VVF Villages du Lioran pour les trois classes de CM2, soit environ 60 élèves.

Pour information, le coût du séjour s'est élevé à 321€ / élève en 2023 ; pour 2024 il est porté à 350€/élève.

Afin de mener à bien ce projet qui sera pris en charge par les familles à hauteur de 120 € par enfant mais aussi par la coopérative scolaire pour compléter le budget, l'école primaire sollicite cette année encore une subvention exceptionnelle de 15 000 €.

# Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

2023/054

Le Conseil Municipal est invité à réitérer son soutien en décidant d'accorder une subvention exceptionnelle de 15 000 € à la coopérative scolaire de l'école pour l'organisation de la classe de neige programmée pour mars 2024. Les crédits seront prévus au budget général 2024.

**Les propositions du rapporteur, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité et converties en délibération.**

**Date de réception en Sous-Préfecture : 03/10/2023**

**Publié sur le site internet de la commune : 04/10/2023**

## **18-DCM 02-10-2023/085**

### **Objet :**

**Détérioration d'une serrure électronique d'un portillon au stade du Vernadel - Versement par les parents du responsable du sinistre de la franchise déduite des indemnités**

Le 22 mars 2023, un mineur a endommagé la serrure d'un portillon du stade du Vernadel. Les parents ont fait une déclaration auprès de leur assureur, la MACIF, et ce dans le cadre de leur contrat «Responsabilité civile – enfant».

La MACIF a pris en charge le sinistre et a remboursé la somme de 667,07 € à la commune pour la remise en état de cet équipement, en déduisant cependant la somme de 124 € correspondant à la franchise prévue dans le contrat d'assurance.

Les parents se sont engagés à prendre en charge cette somme.

Le Conseil Municipal est donc invité à autoriser Monsieur le Maire à émettre un titre de recettes de 124 € à l'encontre des parents de l'adolescent.

**Les propositions du rapporteur, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité et converties en délibération.**

**Date de réception en Sous-Préfecture : 03/10/2023**

**Publié sur le site internet de la commune : 04/10/2023**

# Département du Puy-de-Dôme – Commune de Lezoux

Séance du 2 octobre 2023

## Liste des délibérations

N° de la délibération	Objet de la délibération
1 - DCM 02-10-2023/068	Informations du Conseil Municipal sur les décisions prises par le Maire en vertu des délégations accordées par le Conseil Municipal.
2 - DCM 02-10-2023/069	Création de 6 emplois non permanents pour faire face à un accroissement temporaire d'activité aux écoles pour la rentrée scolaire 2023-2024 Autorisation du maire à recruter des contractuels sur le fondement de l'article L.332-23 du Code général de la fonction publique.
3 - DCM 02-10-2023/070	Coût d'un élève de l'école publique en 2022 : détermination de la participation à l'école privée du Sacré Cœur et des frais de scolarité des enfants résidant hors commune mais scolarisés à Lezoux.
4 - DCM 02-10-2023/071	Subventions aux associations et clubs locaux au titre de l'exercice budgétaire 2023.
5 - DCM 02-10-2023/072	Subvention exceptionnelle à la commune de Sarsina, ville jumelée avec LEZOUX
6 - DCM 02-10-2023/073	Augmentation du temps de travail d'un poste d'adjoint technique en poste aux écoles.
7 - DCM 02-10-2023/074	Désignation du référent agricole de la commune.
8 - DCM 02-10-2023/075	Remboursement des frais d'hébergement engendrés par les formations obligatoires des agents de la filière police municipale.
9 - DCM 02-10-2023/076	Adoption du Projet Educatif Territorial (PEDT) de la commune / Autorisation du Maire à signer une convention tripartite avec l'Etat et la CAF du Puy-de-Dôme.
10 - DCM 02-10-2023/077	Actualisation du règlement intérieur du service périscolaire et du restaurant scolaire.
11 - DCM 02-10-2023/078	Création d'un poste d'assistant territorial d'enseignement artistique principal de 2 <sup>ème</sup> classe au tableau des effectifs / Autorisation du maire à recruter un contractuel sur ce grade sur la base de l'article L332-8 du code général de la fonction publique.
12 - DCM 02-10-2023/079	Rémunération des professeurs de musique recrutés en contrats à durée déterminée en vertu de l'article L332-8 du code général de la fonction publique
13 - DCM 02-10-2023/080	Poursuite du renouvellement des illuminations de Noël : mandatement du TE 63.
14 - DCM 02-10-2023/081	Rapport annuel 2022 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés.
15 - DCM 02-10-2023/082	Autorisation du Maire à signer un avenant n° 6 au macro-lot n°3 pour les travaux des écoles.
16 - DCM 02-10-2023/083	Demande de subvention auprès de l'Union Européenne au titre du programme FEDER (Fonds européen de développement régional).
17 - DCM 02-10-2023/084	Délibération accordant une subvention exceptionnelle à la coopérative de l'école primaire pour l'organisation d'un séjour de ski en mars 2024
18 – DCM 02-10-2023/085	Détérioration d'une serrure électronique d'un portillon au stade du Vernadel - Versement par les parents du responsable du sinistre de la franchise déduite des indemnités

Signature du Président de séance :

Alain COSSON

Le Maire

Signature du secrétaire de séance :

Romain FERRIER

Conseiller municipal